

Pouvoir d'emprunt—Loi

M. Hudon: Monsieur le Président, je veux d'abord féliciter mon honorable collègue du bain de fraîcheur de chiffres qu'il nous a servi à la Chambre des communes aujourd'hui. J'ai une question à lui poser. Il a dit tout à l'heure qu'il y avait un ministre des Finances du nom de MacEachen, qu'il se serait trompé de 10 milliards, 33 1/3 p. 100 dans son budget. Je voudrais lui poser la question suivante: Est-ce le même gars qui aujourd'hui est au Sénat et qui l'année dernière a refusé notre pouvoir d'emprunt parce que ce n'était pas sérieux, et c'est le même gars qui se sert aujourd'hui, qui fait attention aujourd'hui, qui discute aujourd'hui justement de l'indexation sur les allocations familiales à 89 cents par semaine; un gars qui se trompe de 33 1/3: je ne lui confierais même pas mon chèque d'allocations familiales, monsieur le Président. Est-ce que c'est le même gars?

M. Fontaine: Mon cher collègue, selon mes sources d'information, d'après la philosophie socialiste et d'après la partisanerie de ses interventions actuellement au Sénat, je crois que ce peut être le même individu, d'autant plus que je prétends me rappeler que sa nomination était assez compatible avec la série de nominations de l'ancien premier ministre Trudeau lorsqu'il a quitté le gouvernement du Canada.

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre, s'il vous plaît. Je signale aux députés qu'ils doivent respecter l'autre endroit. Nous nous abstenons de critiquer nos collègues qui nous ont quittés pour un monde meilleur, pour l'autre endroit ou ailleurs. Nous devons respecter l'autre endroit dans cette enceinte.

M. Rodriguez: Je voudrais poser deux questions très directes au député. D'abord, pourrait-il nous préciser à quoi il attribue la baisse de la valeur du dollar canadien sur les marchés internationaux 48 heures après la présentation d'un budget qu'il prétend être excellent? Ensuite, croit-il juste qu'on accorde une exemption d'impôt sur les gains en capital de \$500,000 aux gens qui spéculent sur des immeubles en copropriété, des chevaux de course ou d'autres biens de luxe?

[Français]

M. Fontaine: Je remercie mon collègue de ces deux questions. Alors je pense qu'il serait bon que les députés du parti socialiste s'habituent à penser au niveau théorique, au niveau général, au lieu d'essayer de toujours juger et de traiter de questions de particularités, parce que c'est de cette façon-là que vous allez, à un moment donné, être élus peut-être dans 25, dans 50 ans, dans 75 ans, et vous serez toujours dans l'opposition si vous n'êtes pas capables de vous astreindre à une discipline intellectuelle ou de juger de l'évolution des dossiers à partir de prémisses générales et non pas de particularités.

Deuxièmement, lorsque vous posez des questions, ne pensez pas à la prochaine que vous allez poser, pensez à écouter et surtout à analyser notre réponse.

Alors, monsieur le Président, c'est concluant comme réponse, le reste de la Chambre a très bien compris.

[Traduction]

M. Rodriguez: Monsieur le Président, je suis persuadé que tous les Canadiens qui regardent les travaux de la Chambre et écoutent les réponses du député se rendent compte qu'il n'a absolument pas répondu à ma question. En fait, on accuse toujours les socialistes de parler de théories plutôt que de faits

précis, mais, en l'occurrence, je lui ai posé des questions très précises, et il a refusé d'y répondre. Ce sont les amis des conservateurs—les nantis et les riches capitalistes—qui spéculent sur les marchés financiers. Ce sont eux qui sont responsables de la chute du dollar. Ce sont les amis des conservateurs. Pourquoi font-ils cela au gouvernement, monsieur le Président?

● (1450)

Des voix: Oh, oh!

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre, s'il vous plaît. Je permettrai une très brève réponse à cette question, puis nous passerons au débat.

[Français]

M. Fontaine: Monsieur le Président, mon collègue était physiquement, à ce que je me souviens, présent à la période des questions. Cette question-là, les plus hautes autorités au niveau du ministère des Finances y ont répondu. Mon collègue aurait dû apprécier la réponse et il serait en mesure aujourd'hui de tirer ses propres conclusions et d'en faire bénéficier peut-être ses électeurs.

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): La période réservée aux questions et observations est maintenant terminée. Le débat. La parole est au député de Westmorland-Kent (M. Robichaud).

[Français]

M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui pour commenter la demande d'emprunt de 22.6 milliards de dollars.

Mais, auparavant, j'aimerais vous faire part de quelques commentaires que j'aurais à faire sur mon honorable collègue qui vient de me précéder, l'honorable député de Lévis (M. Fontaine). A l'entendre parler, monsieur le Président, et bien sûr sans faire de réflexion sur sa performance comme député, je crois vraiment qu'il n'est pas dans son élément. Je dois vous dire... parce que monsieur, c'est un «mautadit» bon patineur. Je crois vraiment qu'il a manqué sa «shot» en devenant député. C'est un très bon patineur.

M. Fontaine: Vous n'êtes pas mauvais vous non plus!

M. Robichaud: Merci!

Comme je le disais, 22,6 milliards, c'est beaucoup d'argent et de l'argent qu'on ne peut pas risquer de perdre à cause de mauvaise gestion. Je parle ici de mauvaise gestion et je me réfère au budget qu'on a entendu cette semaine, soit mercredi. On annonce une diminution de quatre milliards de dollars. Impressionnant, vous allez dire. Pour ceux qui n'ont pas besoin de payer ou pour ceux qui n'ont pas réalisé que cette diminution allait se faire aux dépens des Canadiens moyens. C'est le Canadien moyen, M. et M^{me} Tout-le-monde qui vont payer pour renflouer ce déficit. Mais il y a aussi des secteurs économiques vitaux qui vont payer l'addition. Je me réfère ici, monsieur le Président, au secteur touristique qui a été affecté par ce budget de façon inexplicable. Il est en effet inexplicable et dans le cas du ministre d'État (Tourisme) (M. Murta), inexcusable, que le gouvernement continue de s'acharner sur une industrie qui au lieu d'avancer, recule de budget en budget.